

ACTION URGENTE

CHINE. CRAINTES POUR LA FAMILLE D'UN MILITANT DÉCÉDÉ

Le fils et la mère de Shen Yong, auteur de poursuites à l'encontre des autorités et originaire de Shanghai, sont surveillés de près depuis que cet homme a été battu à mort, semble-t-il, par des policiers chinois. Ils risquent tous deux d'être victimes de torture et d'autres mauvais traitements.

Des voisins ont expliqué à **Shen Yaming**, le fils de **Shen Yong**, que des policiers étaient venus chercher son père à son domicile temporaire à Shanghai le 24 octobre 2013 vers 7 heures. Les agents l'ont menotté et battu. Ils ont également emmené **Shen Abao**, la mère de Shen Yong. Ce dernier a été conduit au poste de police de Liuli avant d'être ramené chez lui deux heures plus tard dans un état critique, alors qu'il était auparavant en bonne santé. Sa famille a immédiatement appelé les secours mais cet homme est mort avant l'arrivée de l'ambulance.

Shen Yaming a essayé d'empêcher la police d'emporter la dépouille de son père mais il a été placé en détention. Il a été libéré par la suite mais demeure sous stricte surveillance. Personne n'a pu le voir depuis le 25 octobre dernier. Shen Abao a également été relâchée mais elle a été envoyée dans une autre maison dans le nouveau district de Pudong, où la police la surveille de près. On ignore si elle peut communiquer avec Shen Yaming ou le voir.

Le 24 octobre 2013, **Kong Lingzhen**, elle aussi auteur de poursuites à l'encontre des autorités et amie de Shen Yong, s'est rendue à l'hôpital de Renji, où la police gardait le corps de ce dernier, et a pris des photos. Elle affirme avoir constaté de nombreuses blessures sur la dépouille, et notamment des hématomes au niveau du cou, ce qui laisse penser que cet homme a été étranglé.

Le 28 octobre, quelque 600 requérants et militants se sont rassemblés devant le bureau de la sécurité publique de Pudong pour réclamer des explications quant à ce décès. Une centaine d'entre eux ont été brièvement détenus. Kong Lingzhen a essayé de signaler les ecchymoses qu'elle avait vues sur le corps de Shen Yong au bureau local du Parti communiste, mais elle a été jetée à terre et conduite dans un poste de police, avant d'être finalement relâchée.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais, en chinois ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à lever les restrictions pesant sur la liberté de mouvement et d'expression de Shen Abao et de Shen Yaming ;
- exhortez-les à veiller à ce qu'ils ne soient pas soumis à la torture ou à d'autres mauvais traitements ;
- engagez-les à garantir que Shen Abao puisse contacter sa famille et bénéficier de tous les soins médicaux dont elle pourrait avoir besoin ;
- priez-les instamment de diligenter une enquête indépendante et impartiale sur la mort de Shen Yong.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 18 DÉCEMBRE 2013 À :

Directeur du bureau de la Sécurité publique de la division de Pudong
Lu Min Juzhang
655 Dingxianglu, Shanghaishi 200135
Chine
Tél : +86 21 5061 4567 (en chinois seulement)
Formule d'appel : *Dear Director, / Monsieur,*

Maire du gouvernement populaire municipal de Shanghai
Yang Xiong Shizhang
200 Renmin Dadao, Hupuqu
Shanghaishi 200003, Chine
Fax : +86 21 63216537
Courriel : shxwb3807@126.com ou webmaster@shanghai.gov.cn
Formule d'appel : *Dear Mayor, / Monsieur le Maire,*

Copies à :
Secrétaire du Comité municipal du Parti communiste pour la ville de Shanghai
Han Zheng Shuji
Zhonggong Shanghaishi Weiyuanhui
30 Fuzhoulu, Huangpuqu
Shanghaishi 200002, Chine

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

CHINE. CRAINTES POUR LA FAMILLE D'UN MILITANT DÉCÉDÉ

COMPLÉMENT D'INFORMATION

La maison dont Shen Yong et sa mère étaient légalement propriétaires, à Beicai, dans le nouveau district de Pudong, a été démolie sur ordre du gouvernement populaire du nouveau district de Pudong de la municipalité de Shanghai en décembre 2008 pour faire place à une nouvelle construction. Shen Yong et sa famille se sont alors retrouvés à la rue. Cet homme réclamait une indemnisation aux autorités depuis 2008. En mai dernier, sa mère et lui se sont installés sans permission dans la nouvelle maison bâtie par le gouvernement et un promoteur privé à l'emplacement de leur ancien domicile. Ce logement a depuis été vandalisé par des personnes supposément envoyées par le gouvernement local de Beicai pour les pousser à partir.

Les expulsions forcées, au cours desquelles des personnes sont chassées de leurs maisons et de leurs terres sans pouvoir bénéficier d'une protection et de garanties juridiques adéquates, sont devenues monnaie courante en Chine et constituent une violation flagrante des droits humains. Dans bon nombre d'affaires, les expulsions ont lieu de façon soudaine et violente, ce qui peut parfois provoquer des morts. Elles sont fréquemment précédées de nombreuses menaces et manœuvres de harcèlement. Plusieurs victimes ont reçu des coups ou ont été enlevées, et au moins une d'entre elles a été enterrée vivante. Les individus expulsés ne se voient proposer qu'une maigre indemnisation, voire aucune, et/ou une solution de relogement inadaptée.

Dans certains cas, les résidents sont victimes d'arrangements fonciers secrets conclus entre les autorités locales et des promoteurs privés. Ils sont alors chassés de chez eux et doivent payer pour obtenir une solution de relogement, quelle qu'elle soit.

Nous ne disposons pas du nombre exact de personnes expulsées de leur domicile ou de leur exploitation agricole à travers le pays depuis les Jeux olympiques de Pékin, mais il ne fait aucun doute que ce nombre augmente. Une étude menée en 2011 par l'Institut de développement rural Landesa a permis de conclure que 43,1 % des terrains des villages ruraux avaient fait l'objet d'une expropriation depuis la fin des années 1990, et que le nombre d'affaires semblables augmentait progressivement depuis 2007.

Noms : Shen Yaming (h), Shen Abao (f), Shen Yong (h) et Kong Lingzhen (f)

AU 305/13, ASA 17/037/2013, 6 novembre 2013

**AMNESTY
INTERNATIONAL**

